



Paris, le 9 octobre 2018

Inégalités d'accès aux soins : il y a urgence à agir

L'Association des Petites Villes de France que préside Christophe Bouillon, député de Seine-Maritime, maire honoraire de Canteleu, s'alarme de la **montée des inégalités d'accès aux soins** dans les territoires et appelle le Gouvernement à prendre le problème à bras le corps.

Les chiffres publiés tout récemment pour la première fois par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) sont alarmants : selon la spécialité requise et l'endroit où l'on vit, le délai d'attente pour un rendez-vous varie du simple au double et c'est **évidemment dans les petites villes que ce délai est le plus long**. C'est en effet dans les couronnes rurales des grands pôles et dans les périphéries des petits et moyens pôles que l'accessibilité aux médecins est la plus faible. La désertification médicale ne cesse de s'aggraver.

L'APVF appelle donc le Gouvernement à changer de braquet pour enrayer ce phénomène. De fait, aussi intéressantes soient-elles, les 54 mesures présentées le 18 septembre dernier par le Président de la République et la Ministre de la Santé dans le cadre du plan « Ma Santé 2022 », seront insuffisantes.

Il faut très rapidement une **réorganisation de l'offre de soins** au profit des territoires les plus en difficulté, notamment en augmentant le nombre d'internes et, surtout, en allant au-delà de la simple incitation sur la question de l'installation des médecins. L'APVF repose en conscience la question de **la régulation**, à laquelle les élus des tous bords sont de plus en plus favorables.

Enfin, l'APVF s'inquiète à nouveau de la poursuite des restructurations hospitalières et notamment des fermetures de maternités (Guingamp, Le Blanc, Creil...). Dans un pays de 66 millions d'habitants bénéficiant d'un taux de natalité encore relativement dynamique, **il ne reste que 513 maternités**. Il convient d'arrêter ces fermetures qui, par ailleurs, ne font qu'aggraver la désertification médicale. Car, au-delà des conséquences directes sur la population, les médecins libéraux seront moins enclins à s'installer sur un territoire sans la présence de certains services hospitaliers. L'enjeu est donc de mettre fin à ce **cercle vicieux de la désertification**.

Contact Presse

André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 arobert@apvf.asso.fr

Atte OKSANEN, Chargé de mission - 06 30 26 23 95 aoksanen@apvf.asso.fr

APVF, 42 Bd Raspail, 75007 PARIS - www.apvf.asso.fr

